

Prêts internationaux au développement et degré d'implication dans les chaînes de valeur globales en Afrique

Le présent papier est une traduction du « Policy Brief 57 » de « China Africa Research Initiative ». Ce papier est une synthèse du document suivant :

« Vito Amendolagine. 2021. International Development Lending and Global Value Chains in Africa. Working Paper No. 2021/48. China Africa Research Initiative, School of Advanced International Studies, Johns Hopkins University, Washington, DC. Retrieved from <http://www.sais-cari.org/publications>. »

La traduction en français a été réalisée par l'Observatoire Europe-Afrique 2030.

Participer au processus de répartition de la production mondiale en se connectant aux chaînes de valeur mondiales (CVM) offre aux pays en développement une formidable opportunité d'accéder aux marchés internationaux et de stimuler leurs économies. Les institutions internationales telles que la Banque mondiale, le Fonds monétaire international et l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel ont déployé des efforts considérables pour promouvoir des politiques appropriées susceptibles d'aider les pays à faible revenu à profiter de ces opportunités. Cette analyse explore dans quelle mesure les prêts internationaux au développement peuvent aider les pays africains à échanger des biens intermédiaires avec des partenaires étrangers, dans le but de se spécialiser davantage dans les activités à forte valeur ajoutée au sein des réseaux de production transnationaux. L'analyse empirique s'appuie sur un ensemble de données qui comprend à la fois les prêts de la Chine et de la Banque mondiale à un ensemble de 35 pays africains, de 2000 à 2018.

Sur la base de cette recherche, il semble que les prêts chinois augmentent la participation des pays emprunteurs au commerce international des biens intermédiaires, tandis que les prêts de la Banque mondiale contribuent à amener les pays africains vers des activités à plus forte valeur ajoutée le long des CVM. Ce premier résultat s'explique par la composition sectorielle différente des prêts chinois et de la Banque mondiale, les premiers se concentrant plus largement sur les infrastructures, en particulier les transports et les communications, et les seconds sur les secteurs sociaux, tels que l'éducation et la santé.

La deuxième question examine le rôle spécifique des prêts chinois dans les secteurs des infrastructures. Mes recherches démontrent que les prêts aux secteurs des transports et des communications améliorent considérablement la participation des pays africains aux chaînes de valeur mondiales en réduisant les coûts commerciaux et en renforçant les relations avec les partenaires étrangers. Ces résultats deviennent plus évidents avec le temps, en particulier avec les prêts concessionnels.

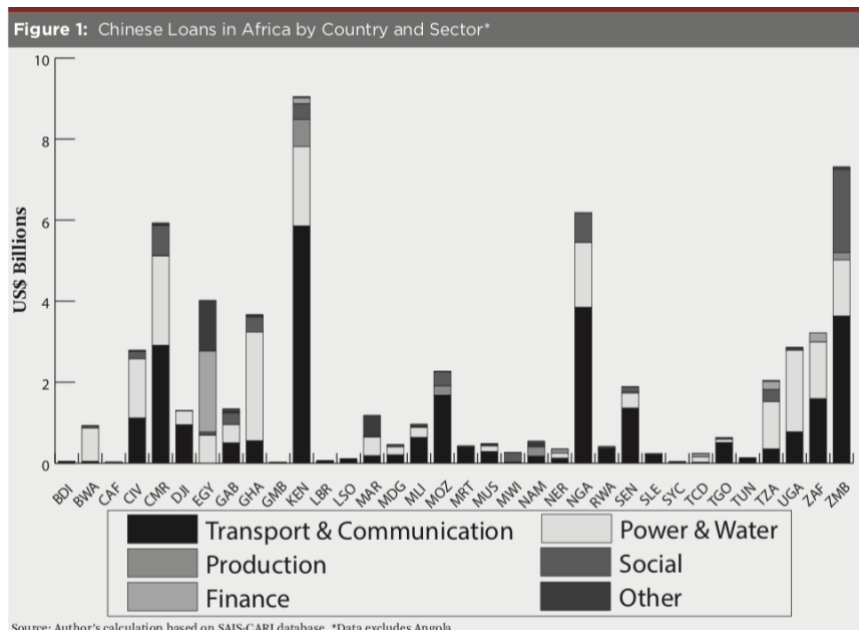
LA RECHERCHE

L'analyse empirique est réalisée sur un jeu de données au niveau « pays-année » couvrant une grande partie des pays africains observés depuis près de deux décennies (de 2000 à 2018). Les données sur les prêts au développement chinois (CDL) proviennent de la base de données interactive des engagements de prêts chinois aux gouvernements africains par le CARI. CARI rapporte des informations sur chaque prêt, sur le secteur, la valeur et le type de prêteur. Les informations de la base de données « Projets et opérations » de la Banque mondiale sont également utilisées pour les prêts au développement de la Banque mondiale (WBDL).

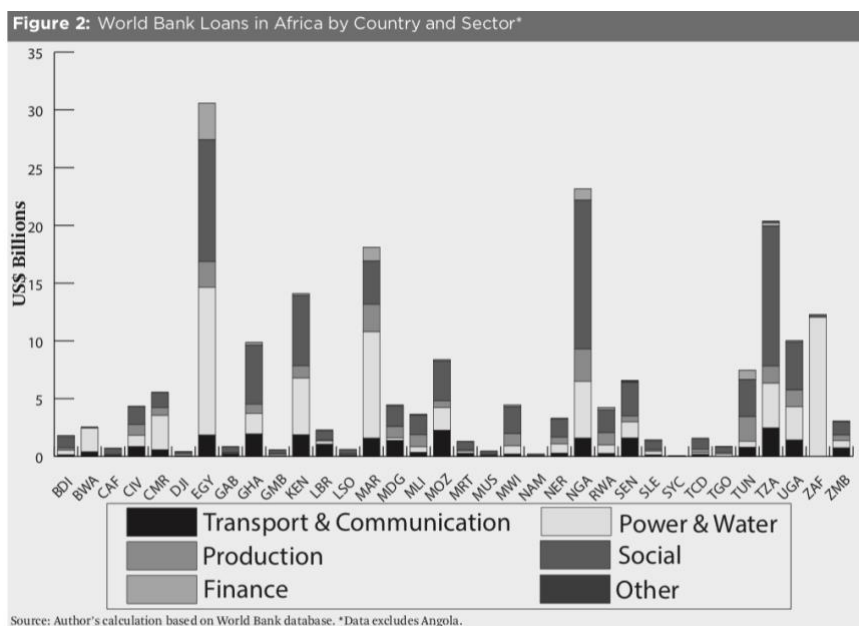
J'ai construit des indicateurs de CVM à partir des données de la base de données « CNUCED-Eora Global Value Chain ». Les pays africains où les données commerciales à valeur ajoutée sont de qualité insuffisante sont exclus. Par conséquent, l'analyse se concentre sur 35 pays africains qui ont reçu des prêts chinois et pour lesquels la base de données « Eora » de la CNUCED offre des données fiables sur les indicateurs de CVM.

Les figures 1 et 2 montrent, respectivement, l'allocation des prêts de développement de la Chine et de la Banque mondiale aux pays et secteurs inclus dans les données analysées. La Chine et la Banque mondiale accordent les montants les plus importants à l'Égypte, au Nigéria, au Kenya et à l'Afrique du Sud. Pour la Chine, les autres emprunteurs africains importants sont l'Angola, la Zambie et le Cameroun, tandis que la Tanzanie et le Maroc sont des destinations pertinentes pour les prêts de la Banque mondiale.

Plus de la moitié des prêts chinois sont destinés aux secteurs des infrastructures, en particulier aux transports (36%). Le reste des prêts chinois se répartit comme suit par secteur: production (21%), social - y compris gouvernement, éducation, environnement, alimentation et santé (10%) et financier (2,6%).



Dans le cas des prêts de la Banque mondiale, les secteurs sociaux concernent une part très importante des prêts (41%). Les prêts d'infrastructure représentent une part moins importante que les prêts chinois (44%), comme le secteur de la production (11%). Le secteur financier est une destination importante (4%).



J'utilise la «régression OLS» pour estimer l'impact «dynamique moyen» des CDL et des WBDL sur l'implication dans les CVM des 35 pays africains inclus dans l'échantillon. Je considère deux variables de production: (i) le taux de croissance annuel de la participation aux CVM; (ii) le taux de croissance annuel de la position CVM. Les indicateurs de CVM sont construits selon Koopman et al., qui décompose les exportations brutes pour permettre l'identification des exportations qui impliquent des biens intermédiaires et traversent au moins deux frontières nationales. L'indice de participation aux CVM mesure la part des biens intermédiaires

(exportations plus importations) au sein exportations brutes. L'indice de position aux CVM mesure la différence logarithmique entre les exportations de biens intermédiaires et les importations de biens intermédiaires: les exportations mesurent la participation aux CVM de type amont puisqu'elles sont liées aux premières étapes des chaînes de valeur qui sont éloignées de la demande finale; les importations sont une mesure de la participation en aval aux CVM, puisqu'elles sont liées aux étapes finales des CVM qui sont plus proches de la demande finale.

L'analyse empirique tient également compte de certains des facteurs les plus importants de la participation aux CVM et de la position des CVM: (i) la valeur logarithmique du stock d'IDE entrant; (ii) la qualité institutionnelle, représentée par l'indice de l'état de droit; (iii) la part des rentes minières dans le PIB, en indiquant la pertinence des ressources naturelles; (iv) l'indice du capital humain, basé sur les années et le rendement de l'éducation; (v) la présence d'accords internationaux bilatéraux entre la Chine et le pays emprunteur, captée par une variable fictive. Les sources de données pour ces variables sont la Banque mondiale, Penn World Table et la CNUCED.

RESULTATS

J'ai d'abord enquêté sur les effets de la CDL et de la WBDL sur le taux de croissance de la participation des économies africaines aux CVM. Seules les valeurs agrégées des prêts chinois augmentent de manière significative la participation des économies emprunteuses au commerce international des biens intermédiaires. L'effet des CDL devient statistiquement significatif à partir de la deuxième année après le prêt et l'ampleur augmente avec le temps: en moyenne, une augmentation de 1% des CDL est liée à une augmentation de 0,55% de la participation aux CVM, la quatrième année après le prêt. Ainsi, l'approche d'industrialisation « grande poussée» des institutions chinoises de financement du développement s'avère efficace pour améliorer les chances des marchés africains d'accéder aux CVM.

En ce qui concerne la contribution que les CDL et les WBDL apportent à la capacité des économies africaines à évoluer dans le cadre des CVM, seule la valeur globale des WBDL pousse de manière significative les économies africaines vers des positions plus élevées en exportant plus de valeur ajoutée qu'elles n'importent. Dans ce cas, l'effet devient statistiquement significatif à partir de la deuxième année après le prêt et augmente avec le temps, assez faiblement toutefois. Par contre, les CDL n'ont pas d'effet significatif sur les mises à niveau de position de GVC.

L'une des raisons pour lesquelles les CDL et les WBDL ont des impacts différents sur la participation et la position des CVM est la composition sectorielle différente de chaque prêteur. Comme le montre la figure 1, une grande partie des CDL est dirigée vers les secteurs d'infrastructure (environ 60%) et tous les pays de l'échantillon ont reçu au moins un prêt dans ces secteurs entre 2000 et 2018. A contrario, les WBDL sont davantage axées sur les secteurs sociaux (Figure 2) qui sont étroitement liées à l'éducation et à l'innovation, qui sont des facteurs clés pour atteindre des niveaux supérieurs de CVM.

La deuxième partie de l'analyse empirique se concentre sur l'impact spécifique des prêts chinois aux secteurs d'infrastructure sur l'implication de l'Afrique dans les CVM. Les résultats confirment que les prêts chinois aux secteurs d'infrastructure sont susceptibles d'être le facteur déterminant du résultat positif significatif des CDL globaux sur la participation des pays emprunteurs aux CVM, bien qu'ils soient inefficaces sur la position relative de ces pays le long des CVM. Cette constatation empirique confirme ce que les institutions internationales telles que le FMI, l'OCDE et l'OMC affirment à propos de l'importance de combler les lacunes en matière d'infrastructure pour améliorer les chances des pays en développement d'accéder aux CVM.

Je trouve que seuls les prêts aux secteurs des transports et des communications affectent de manière significative la participation des pays emprunteurs aux CVM, tandis que les prêts aux secteurs de l'électricité et de l'eau ne donnent aucun résultat significatif. Ce test confirme l'importance cruciale de réduire les coûts de transport et de communication pour être compétitifs dans le commerce des biens intermédiaires. Certains exemples de tels prêts dans notre ensemble de données sont le prêt de 3,6 milliards de dollars américains au Kenya, qui soutient la construction de la ligne de chemin de fer reliant la capitale Nairobi à Mombasa; le prêt de 1,3 milliard de dollars EU au Nigéria, qui finance la liaison ferroviaire entre Lagos et Ibadan, la troisième plus grande ville du Nigéria; le prêt de 932 millions de dollars américains à l'Angola, qui finance le Porto de Caio de classe mondiale à Cabinda.

Enfin, j'ai vérifié si les prêts bonifiés que le MOFCOM et l'Eximbank accordent à des taux inférieurs à ceux du marché, peuvent offrir des avantages supplémentaires en termes de participation aux CVM. Dans ce cadre, je me suis concentré sur les prêts les plus susceptibles de booster la variable de production, qui sont ceux visant les secteurs des transports et des communications, et j'ai fait la distinction entre les prêts concessionnels et non concessionnels. Bien que les effets soient statistiquement significatifs pour les prêts concessionnels et non concessionnels, je trouve que l'ampleur des coefficients est plus grande dans le cas des prêts concessionnels: en moyenne, une augmentation de 1% du volume des prêts génère une augmentation de la participation du pays emprunteur aux CVM de 0,52% (concessionnel) et 0,38% (non concessionnel) la quatrième année après le prêt.

RECOMMANDATIONS

Les prêts internationaux peuvent aider les pays africains à accroître leur participation aux CVM et, en outre, à se spécialiser dans les étapes de production internationale à plus forte valeur ajoutée. Par conséquent, attirer des prêts de pays étrangers peut être un canal supplémentaire par lequel les pays en développement peuvent saisir «l'opportunité en or» des CVM.

Attirer les prêts étrangers doit être considéré comme une stratégie à moyen et long terme pour stimuler le développement économique, car les effets positifs des prêts se renforcent avec le temps.

Les prêts aux secteurs des transports et des communications sont d'une importance cruciale pour accroître la participation des pays emprunteurs aux CVM, car ils peuvent réduire le coût

et le temps d'échange des intrants intermédiaires au sein des réseaux de production mondiaux.

NOTES

1. J'ai exclu les suivants de la liste des pays recevant des CDL: Algérie, Bénin, Burkina Faso, Cap-Vert, Comores, République démocratique du Congo, Guinée équatoriale, Érythrée, Éthiopie, Guinée, Guinée-Bissau, République du Congo, Soudan du Sud, Soudan, Zimbabwe. De plus, l'Algérie et le Cap-Vert ne sont pas pris en compte car il n'y a pas de prêts aux secteurs d'infrastructure, qui sont au centre de l'analyse empirique.
2. Robert Koopman, William Powers, Zhi Wang et Shang-Jin Wei : «Donner du crédit là où le crédit est dû: traçage de la valeur ajoutée dans les chaînes de production mondiales», National Bureau of Economic Research, document de travail no. 16426 (décembre 2011).
3. Hummels, D. L. et Schaur, G. (2013). « Le temps comme barrière commerciale ». *American Economic Review*, 103 (7), 2935-59.

AUTEUR

VITO AMENDOLAGINE est professeur assistant d'économie à l'Université de Foggia (Italie). Ses recherches sont axées sur le commerce international et l'économie du développement, avec une attention particulière aux investissements directs étrangers dans les économies d'Afrique subsaharienne et aux investissements technologiques des marchés émergents.

Il est titulaire d'une maîtrise en économie et économétrie de l'Université d'Essex, d'un doctorat en économie de l'Université de Bari et d'un doctorat en économie de l'Université de Glasgow.